

Alexandre Jardin : "Emmanuel Macron est-il prêt à prendre le pouvoir non pas pour le garder mais pour le donner ?"



Alexandre Jardin était présent mardi à la Mutualité pour le meeting de En Marche !, le mouvement d'Emmanuel Macron. Il lui demande désormais de rompre avec la politique centralisée et communicante et de montrer l'exemple en agissant concrètement.

Avec Alexandre Jardin

Atlantico : Vous étiez mardi soir au rassemblement de En Marche !, le mouvement lancé par Emmanuel Macron, au cours duquel vous avez pu mettre en avant votre volonté de voir la société civile reprendre son destin en main. Pour autant, en quoi cette société civile que vous décrivez pourrait-elle être différente ? La société civile est également celle qui fait le choix de voter pour les personnes qui sont actuellement au pouvoir, ne faut-il pas y voir une forme de contradiction ?

Alexandre Jardin : Je parle surtout de la société civile qui fait, qui passe à l'acte, que je désigne sous le nom de "faiseurs". Or cette société civile, je la parcours depuis 3 ans. Je la connais depuis 16 ans en tant que militant associatif, mais depuis 3 ans, j'ai dû faire 300 déplacements pour repérer les meilleurs opérateurs qui savent modéliser des solutions pratiques.

Cette société civile est composée de beaucoup d'entrepreneurs, de fondations, d'associations, de fonctionnaires qui sortent du rang, de mutualistes, de syndicalistes atypiques, et d'énormément d'élus locaux. Ces derniers se comportent d'ailleurs plutôt comme des acteurs associatifs, si l'on se rappelle que 80% des élus locaux sont des bénévoles. Et que 80% des élus locaux n'ont pas de couleur politique.

Or, pendant trois ans, j'ai vu qu'il n'y avait pas de problème français qui n'ait pas déjà été résolu quelque part. Le pays a fabriqué toutes les solutions dont il a besoin. Parce que ces gens sont des praticiens et pas des techniciens, parce que ces gens raisonnent à partir du réel et non à partir de rapports. Et pour les élus locaux, parce qu'ils sont à portée de la base : ils sont absolument obligés de délivrer, parce que s'ils ne le font pas, les gens viennent les voir.

L'énorme créativité du pays ne remonte pas dans un état vertical, qui continue à fabriquer de la norme, du texte de loi, qui continue à dysfonctionner et à plonger le pays dans un état de colère extraordinaire. Il suffit d'aller dans une réunion de maires ruraux pour se rendre compte qu'il est aujourd'hui presque impossible de rester dans la légalité si on veut servir les gens. L'état vertical n'est plus un état de soutien, mais un état qui pose des problèmes considérables.

Ce que je pense, c'est qu'à un moment donné, il va falloir doter le pays de très très grands programmes issus des savoir-faire

immenses de la société.

Tous les gens que nous avons fédérés ne promettent rien mais font. C'est ce qui fait la différence. On n'est pas sur le marché de la promesse, mais sur celui des résultats.

En dirigeant ces attaques contre le pouvoir politique actuel, ne craignez-vous pas de déresponsabiliser la population de ses choix électoraux, syndicaux etc... ?

Tout d'abord, ces gens sont confrontés à un système central qui rend leurs vies impossibles, et qui génère une grande colère. Ce que j'ai proposé à Emmanuel Macron, ce n'est pas de le rejoindre, mais qu'il rejoigne des citoyens qui eux sont déjà en marche. Il faut que coopèrent autour des "faizeux" ceux qui peuvent les comprendre, ou les soutenir, et dont les compétences vont permettre de créer une alliance crédible.

De la même façon, s'il est possible de critiquer le choix des personnes mises en avant par les partis politiques, n'est-il pas aussi juste de considérer que les partis mettent en avant les personnalités "disponibles" ? Ce manque d'offre ne reflète-t-il pas également un manque d'engagement de la société civile dans les espaces du pouvoir ?

Je suis d'accord avec vous. Le problème c'est nous ! **C'est nous qui avons reconduit au pouvoir des partis jacobins qui maintiennent un outil centralisé dont la politique du logement ne fonctionne plus, dont la politique éducative ne fonctionne plus, dont la politique du retour à l'emploi ne fonctionne plus. Le problème c'est bien nous, ce qui veut dire aussi que la solution, c'est nous.**

Mais jusqu'à présent, tout le monde a avancé en ordre dispersé : Hulot de son côté, Macron de son côté, les mouvements citoyens de leurs côtés. Mardi soir, j'ai proposé une alliance avec Emmanuel Macron et En marche ! qui suppose, pour qu'elle soit possible, trois conditions qui ne sont absolument pas remplies pour l'instant. La première, c'est la clarté sur la question territoriale : **Emmanuel Macron est-il prêt à prendre le pouvoir non pas pour le garder mais pour le donner ? Continuera-t-il à raisonner dans le cadre d'un état centralisé qui désespère les territoires ?** Ou est-il prêt, avec nous tous, à un acte de confiance dans nos métropoles, mairies et territoires ruraux ? Est-il prêt en gros à ce que l'on crée des Länder, de vraies régions, qui auraient leurs programmes d'éducation, de logement ? Toutes ces choses, l'Etat ne peut pas les connaître, parce que c'est trop complexe ! La politique d'emploi vu de Paris, cela n'a pas de sens. Tout ce qui fonctionne en France est local.

La deuxième condition, c'est de savoir s'il est prêt à transformer un mouvement politique en un mouvement "Faizeux". Est-il prêt à faire sa part ? Est-ce que ses militants vont continuer à se promener avec des crayons et des questionnaires pour poser des questions aux Français, ou s'investir dans des actions très concrètes, tels les cafés-contacts pour que les chômeurs trouvent du travail.

Je rappelle qu'autrefois, puisqu'il fait partie d'un gouvernement de gauche, que le Parti socialiste était composé de gens qui avaient une action sociétale. Cela, aujourd'hui, c'est terminé. En lieu et place de ces acteurs, on a des notables. Pour que les mouvements convergent, il ne faut pas que poser des questions aux gens. Sinon, nos militants ne vous respecteront pas.

La troisième condition, c'est qu'il cesse de dire "j'y vais". Est-il prêt à dire "j'y vont" ? **Est-il prêt à entrer dans une démarche collective, ou se croit-il investi d'un destin présidentiel ?** Dans ce dernier cas, je lui souhaite bonne chance, mais il ne nous concerne pas. Est-il prêt à entrer dans un jeu avec humilité ? Tous nos Faizeux sont des gens humbles.

A ces trois questions, je n'ai eu aucune réponse. Et par réponse, j'entends ce qu'il va faire. Les outils de com', nous n'en voulons plus ! Je connais vraiment les gens qui font en France. **Si vous ne commencez pas à agir de manière concrète, c'est de la communication politique, tout ce que les gens détestent en France.**

En fait, le seul point positif du meeting de mardi, c'est qu'il a accepté que je vienne tenir ces propos qui n'étaient pas tendres.

Finalement, en quoi un pays serait-il "meilleur" si la société civile reprenait son destin en mains ? Ne s'agit-il pas d'un fantasme pouvant émaner également du manque d'engagement de cette même société civile ?

C'est la raison pour laquelle nous posons des conditions très fermes. Il ne suffit pas de se déclarer citoyen. Nous posons à toutes les personnalités la question suivante : qu'as-tu fait ? Les autres personnalités vers lesquelles je me tourne ont fait. Par exemple, **Jean-Louis Borloo qui se bat pour l'électrification de l'Afrique. Son plan sera opérationnel au 1er janvier 2017. Ou Hulot pour que la planète soit protégée. Ces gens-là peuvent répondre, clairement. Qu'en est-il d'Emmanuel Macron ?**

Si l'on arrive à faire une alliance de gens qui ont fait leur part, cela marchera. Sinon, En marche ! est un outil de communication, peut-être efficace, mais qui ne sera pas respecté par les Français. Je pense aux 16 millions de Français qui sont bénévoles, je pense aux entrepreneurs, je pense à certaines unités de gendarmerie qui font plus que ce qu'il leur est demandé, je pense à l'agence de l'éducation pour le sport, je pense à tous ces gens qui mouillent la chemise et qui ne se contenteront pas de com', parce que eux sont respectés par la population du fait de leur bilan très concret.

Quand la politique va-t-elle se mettre au service concrètement de la population ? Voilà la véritable question que je pose à Emmanuel Macron.